

Forum social mondial

Immanuel Wallerstein

Sociologue au Centre Fernand Braudel à l'Université de Birmigham, chercheur au département de sociologie de l'université de Yale

Le Forum social mondial (FSM) est vivant et se porte même très bien. Il vient juste de se réunir à Dakar, au Sénégal, du 6 au 11 février. Par un de ces hasards de l'Histoire, il tombait justement la semaine où le peuple égyptien a réussi à renverser Hosni Moubarak dont le départ intervint précisément quand le FSM tenait sa séance de clôture. Les participants du FSM ont passé la semaine à fêter les Egyptiens et à discuter du sens des révolutions tunisienne et égyptienne pour leur propre programme de transformation qui vise à faire naître un autre monde *possible*, ce qui ne veut pas dire *certain*.

Entre 60 000 et 100 000 personnes, chiffre remarquable en soi, ont assisté au Forum. Organiser un événement tel que le FSM requiert la présence locale de mouvements sociaux forts (ce qui est le cas au Sénégal) et un gouvernement qui à tout le moins tolère la tenue du Forum. Le gouvernement d'Abdoulaye Wade était disposé à le «tolérer», même si quelques mois plus tôt, il était revenu sur sa promesse de soutien financier en la rognant des trois-quarts.

C'est alors qu'eurent lieu les soulèvements en Tunisie et en Égypte et le gouvernement commença à avoir des sueurs froides : et si la présence du FSM inspirait pareil soulèvement au Sénégal? Or le gouvernement ne pouvait tout annuler, pas avec la venue programmée du Brésilien Lula, du Bolivien Morales et de nombreux présidents africains. Alors il eut cette idée lumineuse : il chercha à saboter le Forum. Il vira, quatre jours avant l'ouverture du FSM, le recteur de la principale université où devaient se tenir les manifestations et il nomma un nouveau recteur qui revint promptement sur la décision

de son prédécesseur de suspendre les cours pour libérer des salles de réunion le temps du FSM.

Résultat : un chaos dans l'organisation pendant au moins les deux premiers jours. À la fin, le recteur autorisa l'utilisation de 40 des 170 salles nécessaires. Les organisateurs eurent la bonne idée de monter des tentes sur tout le campus et les réunions purent avoir lieu malgré le sabotage.

Le gouvernement sénégalais avait-il raison de tant s'inquiéter ? Le FSM en soi eut des débats où il s'interrogea sur sa pertinence au regard de soulèvements, dans le monde arabe et ailleurs. Ces débats ont été engagés par des personnes qui n'avaient probablement jamais entendu parler du FSM. Les réponses données par l'assistance reflétaient les lignes de division traditionnelles dans ses rangs. Il y avait ceux qui estimaient que dix ans de réunions du FSM avaient significativement contribué à la remise en cause de la légitimité de la mondialisation néolibérale et que ce message s'était diffusé partout. Et il y avait ceux pour qui les soulèvements montraient que la politique de la transformation se passe ailleurs qu'au FSM.

Pour ma part, deux choses m'ont frappé à Dakar.

La première, c'est qu'il n'y a presque jamais été fait mention du Forum économique mondial de Davos. Quand le FSM fut fondé en 2001, c'était comme un anti-Davos. En 2011, Davos a paru si dérisoire politiquement aux yeux des personnes présentes qu'il a tout simplement été ignoré.

La seconde, c'est à quel point tous ceux qui étaient présents ont noté que tous les sujets discutés étaient liés les uns aux autres. En 2001, le FSM se préoccupait avant tout des conséquences économiques négatives du néolibéralisme. Mais ensuite, à chaque nouvelle réunion du FSM se sont ajoutés de nouveaux sujets : le genre, l'environnement (et en particulier le changement climatique), le racisme, la santé, les droits des peuples indigènes, les luttes syndicales, les droits de l'Homme, l'accès à l'eau, à l'alimentation et à l'énergie. Et soudainement, à Dakar, quel que soit le thème de la séance, ses relations avec d'autres sujets étaient mises en avant. C'est, me semble-t-il, la grande réalisation du FSM que d'avoir su embrasser de plus en plus de sujets et d'avoir amené le plus grand monde à voir que ces problèmes étaient intimement liés les uns aux autres.

Un reproche sous-jacent a néanmoins été perceptible parmi les participants. À juste titre, leur constat était qu'ils savaient tous à quoi ils s'opposaient mais qu'il leur faudrait présenter plus clairement ce en faveur de quoi ils militaient. C'est en cela qu'ils pourraient contribuer à la révolution égyptienne et aux autres à venir un peu partout.

Le problème est qu'il existe une divergence non résolue chez ceux qui veulent un autre monde. Il y a ceux qui pensent que ce dont le monde a le plus besoin, c'est de plus de développement, plus de modernisation et de là la possibilité d'une redistribution plus juste des ressources. Et il y a ceux qui pensent

que le développement et la modernisation sont la malédiction civilisationnelle du capitalisme et que nous avons besoin de repenser les prémisses culturelles fondamentales du monde à venir, ce qu'ils appellent un changement civilisationnel.

Les appels au changement de civilisation se font de diverses manières en différentes parties du monde. Les mouvements indigènes des Amériques (et d'ailleurs) disent vouloir un monde fondé sur ce que les latino-américains appellent le « *buen vivir* », c'est-à-dire fondamentalement un monde basé sur de bonnes valeurs, un monde qui exige le ralentissement d'une croissance économique sans fin, laquelle, disent-ils, n'est pas tenable sur notre petite planète.

Si les mouvements indigènes centrent leurs exigences sur l'autonomie afin d'avoir la maîtrise de leurs droits à la terre au sein de leurs communautés, il existe aussi des mouvements urbains dans d'autres régions du monde qui mettent l'accent sur les façons dont la croissance infinie nous conduit à la catastrophe climatique et à de nouvelles épidémies. Et il existe des mouvements féministes qui soulignent le lien entre les demandes de croissance illimitée et la perpétuation du patriarcat.

Ce débat autour de la « crise de civilisation » a de grandes implications pour le type d'action politique que l'on soutient et pour le type de rôle que les partis de gauche en quête d'exercice du pouvoir étatique seraient conduits à jouer dans la transformation mondiale ici discutée. Ces questions ne seront pas faciles à résoudre. Mais c'est le débat crucial de la décennie à venir. Si la gauche ne peut pas résoudre ses divergences sur cette question clé, alors l'effondrement de l'économie-monde capitaliste pourrait bien mener au triomphe de la droite mondiale et à la construction d'un nouveau système-monde pire encore que celui qui existe actuellement.

Pour le moment, tous les regards sont tournés vers le monde arabe et s'interrogent pour savoir à quel point les efforts héroïques du peuple égyptien parviendront à transformer la politique de toute cette région. Mais le terreau favorable pour de tels soulèvements existe partout, y compris dans les régions les plus opulentes de la planète. Actuellement, nous avons raison d'être modérément optimistes.

[Copyright Immanuel Wallerstein, distribué par *Agence Global*. Pour tous droits et autorisations, y compris de traduction et mise en ligne sur des sites non commerciaux, contacter: rights@agenceglobal.com, 1.336.686.9002 or 1 336 286.6606. Le téléchargement ou l'envoi électronique ou par courriel à des tiers est autorisé, pourvu que le texte reste intact et que la note relative au copyright soit conservée.]